



Commune municipale - 2805 Soyhières

Tél. (066) 22 02 27

Chèques postaux 25-533-7

Règlement communal sur la protection des données à caractère personnel

L'assemblée communale de Soyhières

vu les articles 3 et 60 de la loi du 15 mai 1986 sur la protection des données à caractère personnel (1),

arrête

SECTION 1 : Généralités

Définitions

a) service

Article premier Par service, au sens du présent règlement, on entend les services de l'administration communale, de même que les autorités judiciaires, les collectivités et établissements de droit public ainsi que les personnes ou institutions de droit privé qui accomplissent des tâches d'intérêt public ou déléguées par la commune, conformément à l'article 3 de la loi.

b) fichier

Art. 2 Un fichier est un ensemble de données à caractère personnel organisé de manière à en permettre le traitement et l'accès selon l'identification des personnes concernées, quel que soit son mode de traitement et quels que soient les moyens et les procédés utilisés.

SECTION 2 : Enregistrement des fichiers

Collecte des données

Art. 3 Les services ne rassemblent que les données indispensables pour atteindre le but recherché par la constitution du fichier.

Création, modification et suppression de fichiers

Art. 4 1] Toute création de fichier décidée par la commune doit être annoncée à l'autorité cantonale de surveillance en indiquant notamment :

- a) le nom et l'adresse du service concerné;
- b) le nom du responsable du fichier;
- c) la base légale;
- d) le but et les moyens de traitement;
- e) la nature des données traitées;
- f) l'origine de ces données;
- g) les services gérant conjointement le fichier;
- h) les services ayant accès au fichier;
- i) les destinataires réguliers des données contenues dans le fichier.

(1) RSJU 170.41

2] Toute modification des indications énumérées à l'alinéa 1 doit être annoncée à l'autorité cantonale de surveillance.

3] Toute suppression de fichier est également annoncée à l'autorité de surveillance.

4] La création d'un fichier communal imposée par la législation cantonale ou fédérale est annoncée à l'autorité cantonale de surveillance par le Canton.

Mise à jour
des données

Art. 5 1 Les données à caractère personnel sont mises à jour chaque fois qu'elles sont modifiées.

2 Il est procédé à une mise à jour systématique une fois par année au moins.

Responsable
de la tenue
des fichiers

Art. 6 Le chef du service exploitant le fichier est responsable de sa tenue.

Catalogue des
fichiers

Art. 7 1 Les différentes données rassemblées par les services sont collectées au moyen d'un questionnaire établi par l'autorité de surveillance.

2 Sur cette base, la commune établit, à l'intention de l'autorité cantonale de surveillance, le catalogue des fichiers.

SECTION 3 : Sécurité des données

Accès

Art. 8 Le chef du service prend les mesures nécessaires pour interdire l'accès aux fichiers à des personnes non autorisées.

Sauvegarde

Art. 9 1 Le chef du service prend les mesures nécessaires pour sauvegarder les fichiers.

2 S'agissant des fichiers informatisés, il constitue notamment des copies de sécurité et les stocke en des lieux physiquement distincts de l'équipement qui les traite.

SECTION 4 : Autorité de surveillance

- Inspection Art. 10 L'autorité cantonale de surveillance procède à une inspection régulière des fichiers.
- Communication Art. 11 Elle signale les irrégularités et lacunes
au Conseil qu'elle constate au Conseil communal.
- Etablissement Art. 12 La commune est responsable de la
du catalogue constitution et de la tenue à jour du catalogue des
fichiers.

SECTION 5 : Disposition finale

- Entrée en Art. 14 Le présent règlement entre en vigueur
vigueur après approbation par le Service des communes.

Ainsi délibéré en assemblée communale le 4 octobre 1990.

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

Le président

La secrétaire

Paul Wernli
Paul Wernli

Chantal Moritz
Chantal Moritz

CERTIFICAT DE DEPOT

Le présent règlement a été déposé au secrétariat communal 20 jours avant et 20 jours après l'Assemblée communale. Aucune opposition n'est parvenue durant le délai légal.

Soyhières, 25 octobre 1990

La secrétaire communale

Chantal Moritz
Chantal Moritz

APPROUVÉ

~~avec~~/sans réserve

Delémont, le 20 décembre 1990

Le Chef du Service des communes





Delémont, le 20 décembre 1990/pb

A P P R O B A T I O N

No 770 Commune municipale de Soyhières - Règlement sur la protection des données à caractère personnel

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Soyhières le 4 octobre 1990, est approuvé par le Service des communes de la République et Canton du Jura.

Le conseil communal est prié de publier l'entrée en vigueur du présent règlement dans le Journal officiel.

Le Chef du Service des communes

Jean-Louis Sangsue



Copie : Juge administratif de Delémont

M. Pierre-Alain Gentil, Président de la Commission cantonale de la protection des données à caractère personnel